

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 FÉVRIER 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/60 24MOE01 - PRESTATIONS DE MAITRISE D'OEUVRE ET MISSIONS COMPLEMENTAIRES POUR DES OPERATIONS DE CREATION OU DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES POUR DES MONTANTS DE TRAVAUX INFERIEURS OU EGAUX A 3 000 000 € HT SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Louis MASSON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/60

BUREAU DU 17 FÉVRIER 2025

**O B J E T : 24MOE01 - PRESTATIONS DE MAITRISE D'OEUVRE ET
MISSIONS COMPLEMENTAIRES POUR DES
OPERATIONS DE CREATION OU DE REHABILITATION
D'INFRASTRUCTURES POUR DES MONTANTS DE
TRAVAUX INFERIEURS OU EGAUX A
3 000 000 € HT SUR LE TERRITOIRE DE LA
METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 et L2125-1 1°,
R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande
Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 28 janvier 2025,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne des prestations de maîtrise d'œuvre et missions complémentaires pour des opérations de création ou de réhabilitation d'infrastructures pour des montants de travaux inférieurs ou égaux à 3 000 000 € HT sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que l'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents et qu'il sera attribué à un maximum de 4 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres),

CONSIDERANT que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
200 000	2 000 000

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 04 juillet 2024, avec une remise des offres fixée au 6 septembre 2024 à 16h00,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, du MONITEUR.FR et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 47 dossiers ont été téléchargés et 24 ont été téléchargés anonymement,

CONSIDERANT que 10 plis ont été déposés dans les délais,

CONSIDERANT qu'un courrier de questionnement pour offre anormalement basse a été envoyé en date du 2 décembre 2024 au GROUPEMENT BECO/ ATELIER CHANEAC/ REYNIER ENVIRONNEMENT, dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et analysée,

CONSIDERANT que des courriers de demande de régularisation de l'offre ont été envoyés aux sociétés GROUPEMENT IRIS CONSEIL REGIONS / ENVEO INGENIERIE / ATHENA BE, GROUPEMENT ALMA PROVENCE / ATELIER LADANUM / AQUAGEOSPHERE / MARSATWORK, INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE, CERRETTI, TPF INGENIERIE, GROUPEMENT ARTELIA / OPSIA et GROUPEMENT BET LAMOUR / ABAK / VIEWS MULTIMEDIA / NATURAE dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et analysées,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres du 28/01/2025 les membres de la commission décident de retenir les candidats suivants :

- GROUPEMENT ARTELIA/OPSIA sise à Marseille (13),
- GROUPEMENT EGIS VILLES ET TRANSPORT/AXES sise à Marseille (13),
- SAFEGE sise à Aix en Provence (13),
- INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE sise à Marseille (13),

CONSIDERANT que les sociétés présentent les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que les sociétés ne seront attributaires des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER économiquement non viable l'offre du groupement BECO/ATELIER CHANEAC/ REYNIER ENVIRONNEMENT.

ARTICLE 3

DE DECLARER régulière les offres des sociétés GROUPEMENT IRIS CONSEIL REGIONS / ENVEO INGENIERIE / ATHENA BE, GROUPEMENT ALMA PROVENCE / ATELIER LADANUM / AQUAGEOSPHERE / MARSATWORK, INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE, CERRETTI, TPF INGENIERIE, GROUPEMENT ARTELIA / OPSIA et GROUPEMENT BET LAMOUR / ABAK / VIEWS MULTIMEDIA / NATURAE.

ARTICLE 4

DE CONSTATER la recevabilité des candidatures des sociétés :

- GROUPEMENT ARTELIA/OPSIA sise à Marseille (13),
- GROUPEMENT EGIS VILLES ET TRANSPORT/AXES sise à Marseille (13),
- SAFEGE sise à Aix en Provence (13),
- INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE sise à Marseille (13),

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les marchés et tous les actes y afférents, avec :

- Le Groupement ARTELIA/OPSIA pour un montant estimatif de 1 471 094,50 € HT, étant précisé que :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
200 000	2 000 000

- Le Groupement EGIS VILLES ET TRANSPORT/AXES pour un montant estimatif de 1 493 630 € HT, étant précisé que :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
200 000	2 000 000

- La société SAFEGE pour un montant estimatif de 1 705 345 € HT étant précisé que :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
200 000	2 000 000

- La société INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE pour un montant estimatif de 1 646 035 € HT étant précisé que :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
200 000	2 000 000

ARTICLE 6

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 7

DE DIRE que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le budget principal ou l'un de ses budgets annexes exercice 2025 (et suivants), sur les opérations concernées, et dans la limite des crédits disponibles – Section Investissement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

